

Un salarié non-UE peut-il travailler au Luxembourg sans permis de séjour ?

Réponse courte

Un salarié non-UE **ne peut pas** travailler au Luxembourg sans permis de séjour. La détention d'un permis en cours de validité, délivré pour l'emploi envisagé, est une **condition préalable et obligatoire** conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 et aux articles **L.622-1** à **L.622-4** du Code du travail.

L'absence de permis valable interdit toute activité professionnelle, même temporaire, et expose l'employeur à des **sanctions pénales et administratives** ainsi qu'à la nullité du contrat (article **L.121-6**). Aucune tolérance ou période probatoire n'est admise. L'employeur doit vérifier la régularité du titre avant toute embauche, en conserver une copie au dossier du personnel et s'assurer que l'autorisation correspond au poste concerné. Une vigilance particulière est requise lors du renouvellement des titres.

Définition

Un salarié non-UE désigne toute personne physique n'ayant ni la nationalité luxembourgeoise, ni celle d'un État membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Suisse. L'accès au marché du travail luxembourgeois pour ces personnes est strictement réglementé. Le permis de séjour, accompagné d'une autorisation de travail, est une condition préalable et obligatoire pour exercer une activité salariée au Luxembourg pour tout ressortissant d'un pays tiers.

Le cadre légal principal est fixé par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ainsi que par le Code du travail luxembourgeois. Ces textes imposent des conditions strictes pour l'accès à l'emploi des ressortissants de pays tiers, afin de garantir la régularité de leur situation administrative et professionnelle.

Conditions d'exercice

L'exercice d'une activité salariée par un ressortissant de pays tiers est subordonné à la détention d'un permis de séjour en cours de validité, délivré spécifiquement pour l'emploi envisagé. Ce permis doit être obtenu avant toute prise de fonction. L'employeur a l'obligation légale de vérifier la régularité du titre de séjour et de travail du salarié avant l'embauche.

L'absence de permis de séjour valable interdit toute activité professionnelle, même temporaire ou accessoire. Le non-respect de cette obligation expose l'employeur à des sanctions pénales et administratives, engageant sa responsabilité. L'égalité de traitement et la non-discrimination doivent être respectées lors de la procédure d'embauche, conformément aux principes généraux du droit du travail luxembourgeois.

Modalités pratiques

Avant toute embauche, l'employeur doit s'assurer que le candidat non-UE détient une autorisation de séjour portant la mention « salarié » ou un titre équivalent, tel que la carte bleue européenne délivrée par le Luxembourg. La procédure comprend généralement une demande préalable d'autorisation de séjour, suivie de la délivrance d'un visa d'entrée, puis de la carte de séjour après l'arrivée sur le territoire.

L'employeur doit transmettre une déclaration d'engagement à l'Inspection du travail et des mines (ITM) dans les trois jours suivant l'entrée en service du salarié. Toute modification de la situation du salarié (changement d'employeur, de poste, de statut) nécessite une nouvelle autorisation de séjour. L'emploi sans permis de séjour expose l'employeur à des sanctions, telles que des amendes administratives, des sanctions pénales et une éventuelle interdiction temporaire ou définitive d'embaucher des ressortissants de pays tiers.

Pratiques et recommandations

Il est recommandé de demander et de conserver systématiquement une copie du permis de séjour du salarié non-UE avant la signature du contrat de travail. L'employeur doit vérifier la validité du titre et sa conformité avec le poste proposé. En cas de doute sur l'authenticité ou la portée du document, il convient de solliciter une confirmation écrite auprès de la Direction de l'immigration.

Aucune tolérance ou période probatoire sans permis de séjour n'est admise. Il est conseillé de sensibiliser les équipes RH et les managers aux risques liés à l'emploi irrégulier de ressortissants de pays tiers et de mettre en place des procédures internes de contrôle. Une vigilance particulière doit être exercée lors du renouvellement des titres de séjour afin d'éviter toute interruption de validité. La traçabilité des vérifications et la documentation des démarches sont essentielles pour se prémunir contre tout contentieux.

Cadre juridique

Référence	Objet
Loi du 29 août 2008 modifiée	Libre circulation des personnes et immigration
Art. <u>L.622-1</u> à <u>L.622-4</u> Code du travail	Emploi de ressortissants de pays tiers
Art. <u>L.241-1</u> Code du travail	Égalité de traitement
Art. <u>L.121-6</u> Code du travail	Nullité du contrat en cas d'irrégularité
RGD du 5 septembre 2008	Modalités d'application de la loi sur l'immigration
Jurisprudence Cour et Tribunal administratif	Emploi irrégulier de ressortissants de pays tiers

L'emploi d'un salarié non-UE sans permis de séjour expose l'employeur à des sanctions lourdes, dont la nullité du contrat de travail, la responsabilité pénale et des amendes administratives. Il est impératif de vérifier la régularité de chaque situation avant toute embauche et de documenter chaque étape du processus.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.